

mais les chiffres ont été à peu près les mêmes que ceux de l'an dernier. Mais cela ne suffit pas pour un pays comme le Canada, qui dépend tellement du commerce d'exploitation. Les exportations doivent augmenter d'une année à l'autre, sinon nous allons faire face à des difficultés au pays, et la nature de notre commerce d'exportation en 1958 indique que nous aurions été aux prises avec des difficultés graves à ce moment-là, n'eût été trois choses. L'intensification de nos exportations d'uranium, aux termes d'un accord intervenu en 1956,—l'uranium étant actuellement notre principal produit minéral d'exportation et les chiffres pertinents révèlent cette année que les exportations de ce produit atteindront peut-être 300 millions de dollars,—a été l'un des éléments qui a maintenu nos exportations à la hausse. Les exportations de bestiaux ont été un deuxième élément et les exportations d'avions, aux termes d'accords de l'OTAN et du plan de Colombo, qui n'étaient pas, strictement parlant, des exportations, mais des dons ou des transferts, ont également aidé. N'eût été ces trois éléments, nous aurions été dans une situation grave l'an dernier sur le plan des exportations.

Comparativement à l'an dernier, alors qu'il n'y a pas eu d'augmentation sur 1957, nos exportations en mai ont diminué de plus de 10 p. 100, et ont diminué d'environ 3 p. 100 au cours des cinq premiers mois. Cela s'explique partiellement, comme le ministre l'a signalé je crois, par le fait que l'an dernier, il y a eu des livraisons exceptionnellement considérables d'avions en Allemagne, et un volume plutôt élevé d'exportations financées; mais, néanmoins, cela représente une situation qui doit forcément inspirer une certaine anxiété, quelle qu'en soit la raison.

Tant en mai qu'au cours des cinq premiers mois, nos exportations vers les États-Unis ont augmenté, mais nos exportations vers le reste du monde, y compris le Royaume-Uni, ont décliné. En conséquence, au cours des cinq premiers mois de 1958, 58.1 p. 100 de nos exportations sont allées aux États-Unis, comparativement à 62.5 p. 100 en 1959. Donc de plus en plus nous mettons nos œufs dans le même panier, c'est-à-dire dans le panier américain, et le danger de pareille concentration devrait sauter aux yeux des membres du gouvernement qui ont tellement parlé de cela, lorsqu'ils siégeaient de ce côté-ci de la Chambre.

La statistique que j'ai signalée,—et c'est la dernière disponible,—révèle que nous connaissons actuellement le déficit le plus élevé de toute notre histoire en matière d'exportation de marchandises et de services, et que notre commerce d'exportation au cours des cinq premiers mois est à la baisse. Nous

[L'hon. M. Pearson.]

espérons avec le ministre que ce déclin connaîtra un temps d'arrêt au cours du reste de l'année, mais à l'heure actuelle, le déclin existe et nous dépendons de plus en plus des États-Unis en ce qui concerne nos dispositions commerciales. Nos importations augmentent rapidement, et cette augmentation provient de tous les pays sauf du Royaume-Uni, mais encore une fois, notamment des États-Unis. Nos importations nettes de capitaux augmentent également et je proposerais au comité d'étudier attentivement les conséquences de pareille ligne de conduite; nous aimerons aussi entendre davantage le ministre à ce propos, à mesure que la discussion se poursuivra sur le programme commercial du gouvernement.

Peut-être en ce moment pourrais-je signaler une chose qui, comme le ministre le sait, est d'importance immédiate et considérable,—je lui ai déjà posé bon nombre de questions à ce propos à la Chambre. A la lumière de ces chiffres révéléurs du déclin de nos exportations, il devient donc davantage important,—à vrai dire, il devient vital,—de prendre les dispositions nécessaires avec le gouvernement des États-Unis de manière que ce dernier continue à importer de l'uranium du Canada, une fois que le traité en cours sera expiré. Le ministre s'est rendu à Washington pour discuter cette affaire avec le gouvernement des États-Unis. Il a passé une journée là-bas il y a quelques mois, je crois, mais je lui dirai que l'importance de cette affaire justifie les observations les plus officielles et les plus persuasives qu'on puisse faire au gouvernement des États-Unis, et cela au plus haut palier possible.

Je suis très au courant des antécédents de ces dispositions, car j'ai eu quelque chose à voir à leur négociation; je me souviens qu'à ce moment-là, les États-Unis ont dit: "Allez-y, et extrayez chaque livre d'uranium que vous avez au Canada; cela est d'importance vitale pour notre sécurité, celle du monde libre et la vôtre; les considérations commerciales doivent être reléguées au second plan; nous avons besoin de ce produit; l'offre n'est pas égale à notre demande; c'est une question de première importance d'exploiter ces ressources au Canada; nous vous aiderons; nous allons conclure avec vous ce contrat; nous ferons tout ce qu'il faudra; nous verrons à ce que vous en obteniez un bon prix. Vous pouvez donc aller de l'avant."

Les producteurs canadiens sont allés de l'avant, et ils ont obtenu un excellent arrangement, d'une durée aussi longue que possible, c'est-à-dire de cinq ans, avec option de renouveler le contrat à la fin de cinq ans s'il devait arriver,—je souhaite sincèrement que cela n'arrive pas, et je ne vois pas pourquoi cela arriverait,—s'il arrivait, dis-je, qu'à la